



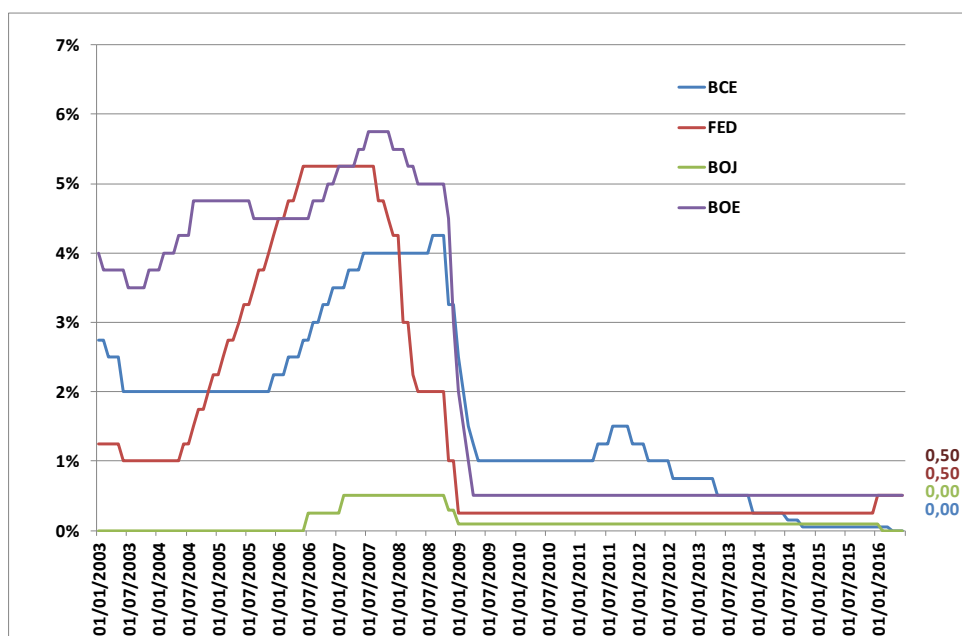
1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Réunion du Conseil des gouverneurs du 21 juillet 2016

À l'issue de la réunion du 21 juillet 2016 du Conseil des gouverneurs, Mario Draghi a déclaré : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. Nous continuons de penser que les taux directeurs devraient rester à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous confirmons que les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif. Nous avons aujourd'hui examiné les évolutions survenues depuis notre dernière réunion de politique monétaire, début juin. À la suite du référendum organisé par le Royaume-Uni sur son appartenance à l'Union européenne, nous estimons que les marchés financiers de la zone euro ont résisté de façon encourageante à la recrudescence des incertitudes et de la volatilité. L'annonce par les banques centrales de leur disponibilité à fournir des liquidités, si nécessaire, nos mesures de politique monétaire accommodante ainsi qu'un cadre de réglementation et de surveillance robuste sont autant d'éléments qui ont contribué à contenir les tensions sur les marchés. Les conditions de financement restent extrêmement favorables, ce qui participe au renforcement de la création de crédit. Elles apportent un soutien continu à notre scénario de référence basé sur un redressement économique régulier et une accélération des taux d'inflation. Dans le même temps, compte tenu des incertitudes actuelles, le Conseil des gouverneurs continuera de suivre très attentivement les évolutions économiques et des marchés financiers et de protéger les effets de sa politique monétaire accommodante sur l'économie réelle. Au cours des prochains mois, lorsque nous aurons davantage d'informations, y compris de nouvelles projections macroéconomiques, nous serons mieux en mesure de réévaluer les conditions macroéconomiques sous-jacentes, les trajectoires les plus probables de l'inflation et de la croissance et la distribution des risques autour de celles-ci. Le cas échéant, pour atteindre son objectif, le Conseil des gouverneurs agira en utilisant tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat ».

La déclaration introductive : <http://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2016/html/is160721.fr.html>

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Progression du chômage en France sur un mois et baisse sur l'année

Fin mai 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 520 300. Ce nombre diminue sur trois mois de 2,0 % (soit -70 700 personnes), progresse de 0,3 % sur un mois (+9 200 personnes) et recule de 1,0 % sur un an (-34 400 personnes). Sur trois mois, ce nombre diminue de 1,8 % pour les moins de 25 ans (+0,9 % sur un mois et -7,6 % sur un an), de 2,3 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,3 % sur un mois et -1,3 % sur un an) et de 1,3 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (-0,1 % sur un mois et +4,2 % sur un an).

Chômage en baisse en zone euro comme dans l'UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,1 % en mai 2016, en baisse par rapport au taux de 10,2 % enregistré en avril 2016 et à celui de 11,0 % de mai 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis juillet 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,6 % en mai 2016, en baisse par rapport au taux de 8,7 % d'avril 2016 et à celui de 9,6 % de mai 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis mars 2009. Eurostat estime qu'en mai 2016, 21,084 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,267 millions dans la zone euro. Par rapport à avril 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 96 000 dans l'UE28 et de 112 000 dans la zone euro. Comparé à mai 2015, le chômage a baissé de 2,166 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,440 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en mai 2016 ont été enregistrés en République tchèque (4,0 %), à Malte (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (24,1 % en mars 2016) et en Espagne (19,8 %).

Inflation

Hausse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,1 % en juin 2016, en hausse par rapport au mois de mai où il était de - 0,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en juin (1,1 %, comparé à 1,0 % en mai), suivis de l'alimentation, alcool et tabac (0,9 %, stable comparé à mai), des biens industriels non énergétiques (0,4 %, comparé à 0,5 % en mai) et de l'énergie (- 6,5 %, comparé à - 8,1 % en mai).

Banque de France

Rue de la Banque N° 28, juillet 2016 - Fragmentation financière dans la zone euro : quelle évolution depuis 2008 ?

La fragmentation financière se définit comme le paiement de primes de risque de crédit plus élevées par des émetteurs d'obligations aux caractéristiques similaires lorsqu'ils sont situés dans les pays dits de la périphérie de la zone euro. Lors de la crise des dettes souveraines, cette fragmentation financière a atteint des niveaux très élevés, mais elle a fortement reculé à partir de l'annonce par la Banque centrale européenne du programme d'opérations monétaires sur titres (OMT).

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/rue-de-la-banque-RDB-28_FR.pdf

États-Unis

Créations d'emplois

Les États-Unis ont créé 287 000 emplois en juin, une performance exceptionnelle qui augmente la probabilité de voir la Fed relever ses taux en septembre.

Chine

Remonté de l'indice PMI

L'activité dans le secteur chinois des services a bondi en juin, à son rythme le plus élevé depuis 11 mois. L'indice PMI est remonté à 52,7 après avoir reculé à 51,2 en mai.

Actualité législative

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032752927&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032752983&categorieLien=id>

2 – Brèves économiques locales

Nickel : le soutien financier au secteur

- Au premier trimestre 2016, le Fond Nickel a consacré 93 millions de F CFP à la prise en charge des cotisations sociales des sociétés minières impactées par la crise : 37,15 millions pour SMT, SMN et SMCB, 34,5 millions pour SMGM et 21,25 millions pour MKM. Cette somme devrait atteindre en fin d'année 308 millions de F CFP.
- En réponse à la sollicitation de la NMC, le gouvernement va proposer au congrès, notamment, de relever à 750 salariés le plafond d'éligibilité pour la prise en charge par le Fond Nickel des cotisations sociales (actuellement seules les entreprises de moins de 500 salariés sont éligibles).
- Le conseil d'administration de la SLN du 11 juillet a validé les conditions du prêt proposé par l'État (via l'Agence des Participations de l'État). L'emprunt, d'un montant de 23,9 milliards de F CFP, sera étalé sur une durée de 8 ans. Il sera rémunéré à un taux minimum de 4 % auquel s'ajoutera une rémunération progressive indexée sur la rentabilité de la SLN. N'étant pas partenaire au capital de la compagnie, l'État prévoit l'achat d'une action SLN au japonais Nisshin Steel afin que le prêt puisse être consenti.

Énergie : adoption du schéma pour la transition énergétique

Après l'avis favorable du sénat coutumier et du Comité économique, social et environnemental (CESE), le congrès a adopté le 23 juin le schéma pour la transition énergétique (STENC). Le document définit la stratégie à suivre en matière de politiques publiques relatives à l'énergie pour les quinze prochaines années. Il s'articule autour de 3 objectifs principaux : réduction de la consommation énergétique totale (-20 %), accroissement de la contribution des énergies renouvelables (100 % de la consommation issue de la distribution publique) et réduction des émissions à effet de serre (-35 % dans les secteurs résidentiel et tertiaire, -10 % dans le secteur de la mine et de la métallurgie et -15 % dans le secteur du transport).

Fiscalité : adoption de l'avant-projet de réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au gouvernement

La réforme prévoit un plafonnement à 300 000 F CFP du montant déductible par demi-part supplémentaire (enfant ou personne à charge). Cette modification, qui devrait concerner 3,8 % des foyers fiscaux appartenant aux 10 % percevant les revenus les plus élevés, se traduirait par un gain budgétaire de 1,4 milliards de F CFP. Ce montant serait par la suite réaffecté à l'ensemble des foyers fiscaux imposables.

Commerce extérieur : soutien financier au Cluster Avenir Export

Le gouvernement a attribué une subvention de 10 millions de F CFP au Cluster Avenir Export (AVEX). Le cluster, qui fédère près de 80 entreprises, a pour missions d'accompagner ses membres lors des phases de prospection, promotion et représentation sur les marchés extérieurs et de faciliter la mutualisation des démarches logistiques.

Économie bleue : états généraux de la mer

Les premiers états généraux de la mer ont eu lieu les 5 et 6 juillet. Les participants ont dressé l'état des lieux des enjeux maritimes calédoniens afin de définir les priorités pour la composition d'une stratégie maritime commune.

Congrès : Thierry Santa réélu président du Congrès

Réélu à la majorité absolue (29 voix contre 25) dès le premier tour, Thiery Santa (Calédonie Ensemble – Les Républicains) occupera la présidence du congrès pour la période 2016-2017.

L'IEOM Nouvelle-Calédonie a publié :

- Rapport annuel – [Rapport annuel 2015 IEOM Nouvelle-Calédonie](#) – Juin 2016

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante : <http://www.ieom.fr/nouvelle-calédonie/abonnement-aux-publications-58/>. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne.

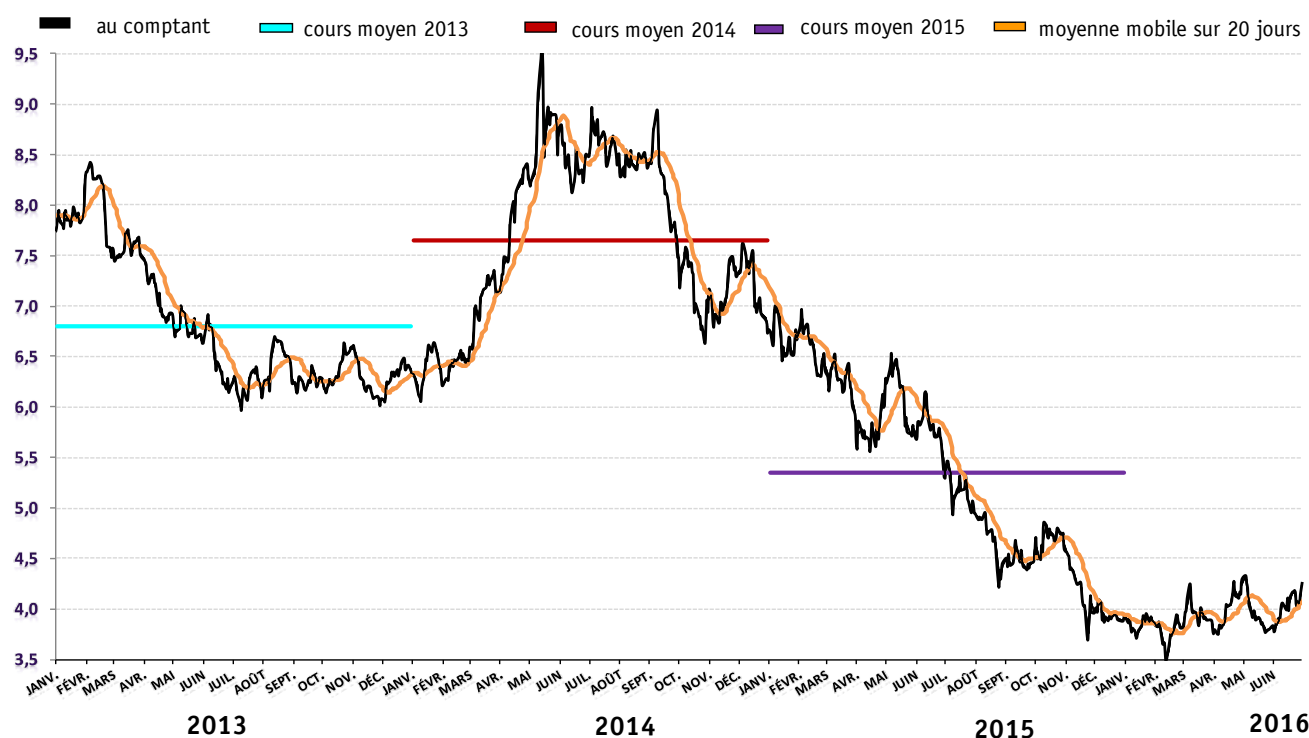
3 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		juin-16	106,07	0,3%	0,6%
Nombre de demandeurs d'emploi		mai-16	8 014	6,8%	16,8%
<u>COMMERCE EXTERIEUR</u> (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	mars-16	9 157	-15,9%	-42,7%
	cumulées	mars-16	26 099	-	-27,5%
Importations	mensuelles	mars-16	21 028	2,6%	0,9%
	cumulées	mars-16	62 011	-	-8,9%
SECTEURS D'ACTIVITE		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
<u>NICKEL</u>					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		juin-16	4,04	2,6%	-30,3%
		juin-16	429	3,3%	-30,3%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre					
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	mars-16	529	50,1%	24,9%
	cumulées	mars-16	1 170	-	27,8%
• Exportations de produits métallurgiques (Feronickel, matte, NHC, NiO, en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	mars-16	6 797	-26,8%	-28,4%
	cumulées	mars-16	20 939	-	-6,6%
<u>TOURISME</u>					
• Touristes débarqués	mensuels	avr.-16	8 558	-10,5%	-3,6%
	cumulés	avr.-16	35 363	-	3,3%
• Croisiéristes	mensuels	mars-16	56 058	18,9%	44,5%
	cumulés	mars-16	160 668	-	14,2%
<u>BTP</u>					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mai-16	9 927	0,9%	14,0%
	cumulées	mai-16	47 836	-	6,4%
• Index BT 21		juin-16	101,66	0,1%	-0,5%
• IRL (p)		juin-16	121,41	0,8%	1,1%
<u>CREVETTES</u>					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	mars-16	136	506,8%	101,2%
	cumulées	mars-16	191	-	71,5%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	mars-16	248	625,0%	139,6%
	cumulées	mars-16	331	-	97,0%
<u>COMMERCE AUTOMOBILE</u>					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	juin-16	434	-10,0%	-7,3%
	cumulées	juin-16	2 574	-	-10,2%

(p) chiffre provisoire

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	juin-14	juin-15	juin-16	var 15/14	var 16/15
Circulation fiduciaire	15 603	18 104	19 396	16,0%	7,1%
Dépôts à vue	278 564	326 820	333 134	17,3%	1,9%
Total M1	294 167	344 924	352 530	17,3%	2,2%
M2-M1	115 609	118 557	118 366	2,6%	-0,2%
Total M3	595 940	643 924	647 836	8,1%	0,6%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	mars-14	mars-15	mars-16	var 15/14	var 16/15
Entreprises	445 551	454 053	471 830	1,9%	3,9%
Ménages	409 101	420 475	441 621	2,8%	5,0%
Collectivités locales	78 140	94 881	109 143	21,4%	15,0%
Autres agents	12 771	18 740	19 016	46,7%	1,5%
Total encours sain	945 564	988 149	1 041 610	4,5%	5,4%
Créances douteuses brutes	29 676	29 539	31 433	-0,5%	6,4%
Total encours brut	975 240	1 017 688	1 073 043	4,4%	5,4%

Interdits bancaires

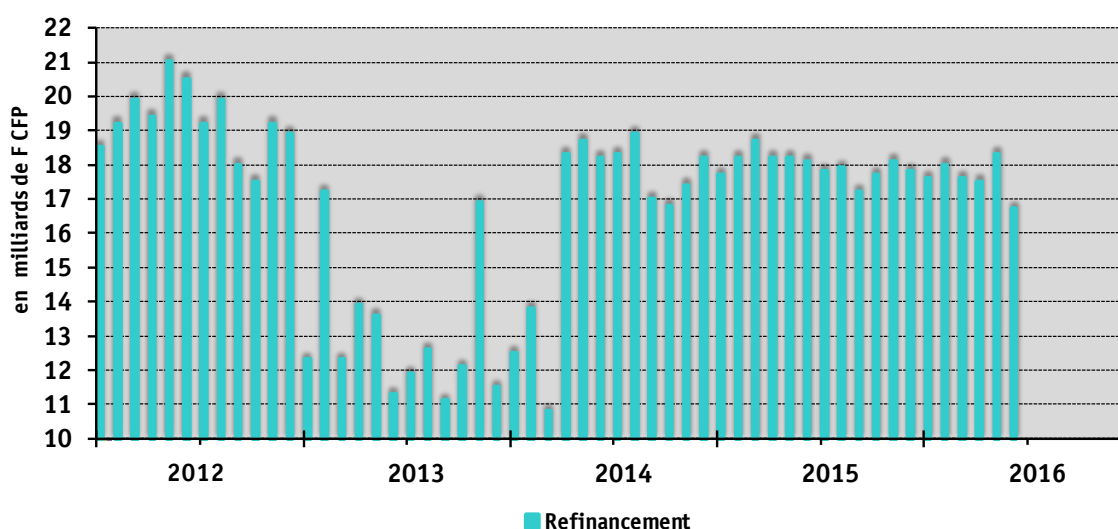
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock juin-16	7 997	-0,5%	2,1%
	dont personnes physiques juin-16	7 035	-0,4%	1,6%
	dont personnes morales juin-16	962	-1,3%	5,5%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	juin-16	19 092	0,6%	7,8%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	juin-16	6 770	0,7%	13,9%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises juin-16	16,7	-8,6%	-7,7%



2- Brèves régionales

L'effet positif du Brexit sur l'économie de la Nouvelle-Calédonie

Une semaine après l'annonce du Brexit et ses effets perturbateurs sur les cours mondiaux des matières premières, la bourse de Londres rebondit. En particulier, les prix du nickel et des métaux augmentent de nouveau. Secteur porteur de l'économie calédonienne, cette reprise permet au Territoire de réduire les pertes occasionnées à la suite de la chute des cours du nickel.

Pour en savoir plus : [https:// la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/l-apres-brexit-dope-le-nickel-caledonien-eramet-et-la-sln-rebondissent-376337.html](https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/l-apres-brexit-dope-le-nickel-caledonien-eramet-et-la-sln-rebondissent-376337.html)

Le parti conservateur remporte les élections législatives en Australie

Les élections législatives ont eu lieu en Australie le 2 juillet dernier. En mai 2016, le premier ministre libéral M. Malcolm TURNBULL avait réalisé une "double dissolution", anticipant les élections devant avoir lieu en fin d'année. Les citoyens australiens ont donc été appelés à voter pour renouveler l'ensemble de la Chambre des représentants et du Sénat. À l'issue des résultats, annoncés le 10 juillet, M. TURNBULL a été réélu. Le Parti conservateur a obtenu la majorité absolue de 76 sièges (sur 150), condition requise à la Chambre des représentants pour former un nouveau gouvernement.

Sommet sur les maladies non transmissibles à Tonga

Le premier sommet océanien sur les maladies non transmissibles (MNT) s'est déroulé à Nuku'alofa (archipel des Tonga) du 20 au 22 juin 2016. Les 22 États et territoires insulaires membres de la Communauté du Pacifique (CPS) se sont donc réunis pour réfléchir aux moyens à mettre en place afin de lutter efficacement contre les MNT, notamment le diabète et l'obésité, qui ne cessent de progresser dans la région Pacifique.

3 – Brèves locales

Ouverture de la session administrative 2016 à l'Assemblée territoriale

La session administrative 2016 de l'Assemblée territoriale s'est ouverte le mardi 28 juin. Le compte définitif de l'exercice 2015 a été voté, de même que le budget supplémentaire de l'exercice 2016. Plusieurs dossiers à délibérer étaient à l'ordre du jour, dont l'adoption de la stratégie de développement 2015-2030, la modification du régime des retraites, la convention pour l'installation d'un distributeur automatique de billets à Futuna ou encore le financement du raccordement du Territoire au câble numérique. D'autres dossiers devaient faire l'objet d'un simple point d'information : téléphonie mobile, renouvellement des aéronefs pour la desserte aérienne intérieure, code minier, jeux d'argent ont ainsi fait partie des dossiers qui devaient être examinés par les élus.

Une délégation des autorités coutumières de Wallis-et-Futuna en visite à Paris

Du 10 au 16 juillet, une délégation des autorités coutumières des îles Wallis-et-Futuna était en visite officielle à Paris pour participer aux célébrations de la Fête nationale du 14 juillet. Elle incluait le roi d'Alo, le roi de Sigave, et le Premier ministre du royaume d'Uvea. Leur déplacement fait suite à l'invitation du Président de la République formulée lors de sa visite officielle sur le Territoire, le 22 février dernier. La délégation a participé à plusieurs réunions de travail organisées en l'occasion, desquelles ont découlé plusieurs annonces. Le partenariat entre Wallis-et-Futuna et les Samoa pour accéder au câble sous-marin en fibre optique "Tui Samoa" a été confirmé. Pour ce qui est de la desserte aérienne du Territoire, une liaison devrait être assurée avec les îles Fidji à partir de 2018. Enfin, une mission d'exploration et de pédagogie sera prochainement organisée afin de révéler les richesses minières sous-marines de l'archipel.

Octroi par l'Agence française de développement d'un prêt relais au Territoire de Wallis-et-Futuna

Le 6 juillet dernier, le Comité de l'Outre-mer de l'Agence française de développement (AFD) a donné son accord pour l'octroi d'un prêt relais au Territoire de Wallis-et-Futuna. D'un montant maximum de 1,55 milliard de F CFP sur une maturité maximum de 3 ans, ce prêt a pour objectif de garantir la réalisation du projet de raccordement de l'archipel au câble sous-marin de communication numérique haut-débit "Tui Samoa", qui reliera prochainement les îles Fidji et Samoa. Le Territoire prévoit de financer intégralement ce projet et les actions identifiées dans le cadre de sa stratégie sectorielle de développement numérique par l'appui budgétaire du XI^e Fonds européen de développement (FED), d'un montant de près de 2,34 milliards de F CFP. La mise en place d'un financement relais a pour objectif de pallier au décalage subsistant entre le calendrier de programmation du XI^e FED, encore en cours d'instruction, et le lancement des travaux du projet de câble porté par les îles Samoa, prévu pour l'été 2016.

Des entreprises sanctionnées par l'Autorité de la concurrence pour mise en œuvre de contrats d'importation exclusifs

Une société de distribution de produits de grande consommation a récemment été sanctionnée par l'Autorité de la concurrence pour mise en œuvre de contrats d'importation exclusifs avec plusieurs importateurs implantés dans des DOM-COM. Les importateurs concernés, qui se trouvent à la Réunion, aux Antilles, en Guyane et sur le Territoire de Wallis-et-Futuna, ont également écopé d'amendes allant de 15 000 € à 250 000 €.

Acquisition d'un tracteur dans le cadre du projet INTEGRE de "création d'un réseau de fermes pilotes bio à Wallis-et-Futuna"

Un tracteur d'une valeur de 5 millions de F CFP a été importé sur le Territoire en juin dernier. Cofinancé par le projet Intègre et le service territorial de l'Environnement, il a été acquis pour les besoins du programme de création d'un réseau de fermes pilotes bio à Wallis-et-Futuna. Bénéficiant d'une enveloppe de 20 millions de F CFP, ce programme s'inscrit dans le cadre du plan d'actions INTEGRE. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances techniques en matière d'agriculture biologique et de les diffuser auprès des agriculteurs et techniciens de Wallis et Futuna, de manière à promouvoir et valoriser l'agriculture biologique sur le Territoire. Trois agriculteurs implantés à Wallis participent à ce programme en tant que professionnels pilotes. Pour mémoire, le projet INTEGRE (Initiative des territoires pour une gestion régionale de l'environnement) est soutenu par l'Union Européenne dans le cadre du Xe FED régional et mis en œuvre par la CPS (Communauté du Pacifique).

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

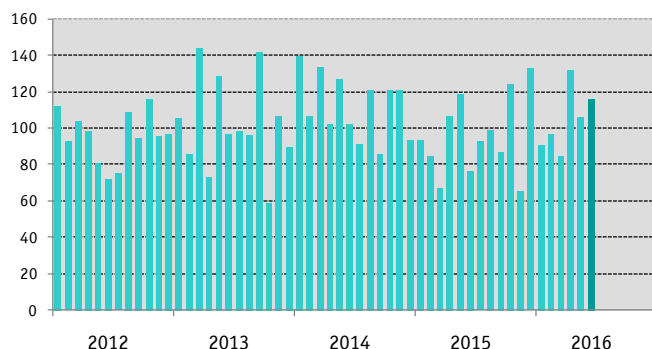
		-1 an	- 1 mois		Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		2T 15		2T 16	114,66	-	-1,5%
SMIG mensuel en XPF		juin-15		juin-16	90 000	-	0,0%
Nombre d'emplois salariés		déc-14		déc-15	2 046	-	-0,2%
Échanges extérieurs (millions de XPF)							
Importations	mensuelles	juin-15	mai-16	juin-16	386	-16,7%	-
	cumulées	juin-15		juin-16	2 643	-	1,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	juin-15	mai-16	juin-16	116	9,5%	-
	cumulés	juin-15		juin-16	626	-	14,5%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	juin-15	mai-16	juin-16	40	40,3%	-
	cumulées	juin-15		juin-16	239	-	7,8%
Énergie					Données brutes	▲/trimestre	▲/an
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestrielle	mars-15	déc-15	mars-16	5 252	9,9%	-
	cumulée	mars-15		mars-16	5 252	-	10,3%
Consommation de gazole ¹ (milliers de litres)	trimestrielle	juin-15	mars-16	juin-16	1 967	1,5%	-
	cumulée	juin-15		juin-16	3 905	-	10,3%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestrielle	juin-15	mars-16	juin-16	398	1,2%	-
	cumulée	juin-15		juin-16	791	-	-0,5%
Transports					Données brutes	▲/mois	▲/an
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	trimestriel	mars-15	déc-15	mars-16	7 820	-	+407
Nombre de passagers vols domestiques	trimestriel	mars-15	déc-15	mars-16	3 677	-	+495
Nombre de touchées de navires de marchandises	mensuel	juin-15	mai-16	juin-16	2	-1	-
	cumulé	juin-15	mai-16	juin-16	14	-	0
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	juin-15	mai-16	juin-16	14	0	-
	cumulé	juin-15	mai-16	juin-16	101	-	+19

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWF, SWAFEP, Aviation civile

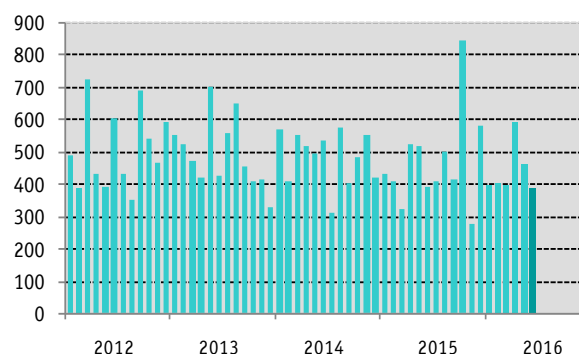
¹ Utilisant le gazole pour la production de l'électricité, la société EEWF explique à elle seule plus de 60 % de la consommation de l'archipel.

nc : non communiqué

Droits de douanes et taxes à l'entrée
(en millions de F CFP)



Importations
(en millions de F CFP)



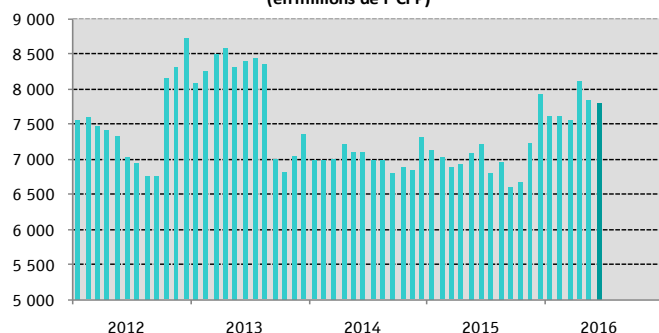
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

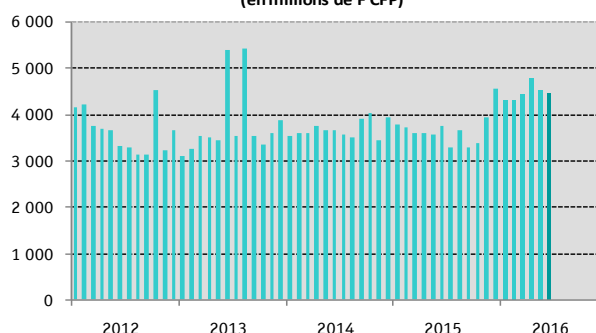
Accroissement de la masse monétaire sur un an résultant d'une augmentation des dépôts à vue

en millions de F CFP	juin-15	mai-16	juin-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 060	2 034	2 080	2,3%	1,0%
Dépôts à vue	3 747	4 540	4 455	-1,9%	18,9%
Total M1	5 807	6 573	6 535	-0,6%	12,5%
M2-M1 (comptes sur livrets)	408	522	504	-3,6%	23,5%
M3-M2 (dépôts à terme)	1 010	762	762	0,0%	-24,6%
Total M3	7 224	7 858	7 801	-0,7%	8,0%

Masse monétaire
(en millions de F CFP)



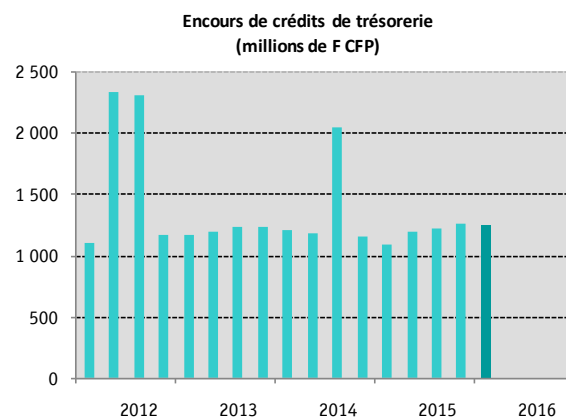
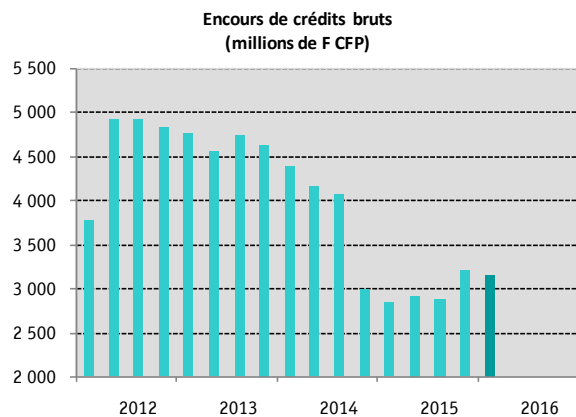
Dépôts à vue
(en millions de F CFP)



Concours de caractère bancaire

Progression de l'encours des crédits, baisse de l'encours des créances douteuses

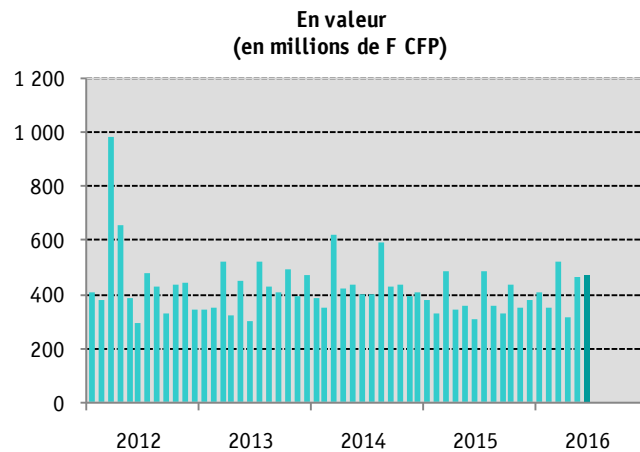
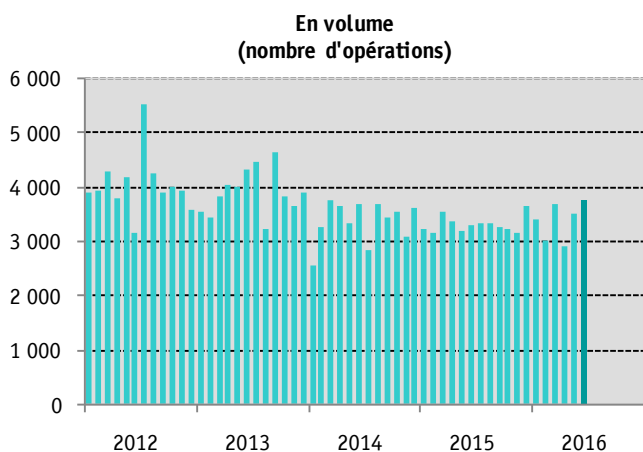
en millions de F CFP	mars-14	mars-15	mars-16	▲/an
Crédits de trésorerie	1 202	1 086	1 251	15,2%
Crédits à l'équipement	2 077	924	1 100	19,1%
Crédits à l'habitat	370	214	221	3,3%
Autres crédits	277	166	211	27,3%
Total encours sain	3 926	2 390	2 784	16,5%
Créances douteuses brutes	461	445	375	-15,7%
Total encours brut	4 386	2 835	3 159	11,4%



Compensation

Progression des opérations de compensation

		juin-15	mai-16	juin-16	▲/mois	▲/an
Compensation	en nombre	3 316	3 505	3 774	7,7%	-
	cumulé	19 809	-	20 299	-	2,5%
Compensation	en millions de CFP	309	463	471	1,6%	-
	cumulé	2 200	-	2 517	-	14,4%



Incidents bancaires

Baisse du nombre d'incidents bancaires sur le mois et à l'année

en nombre		juin-15	mai-16	juin-16	▲ / mois	▲ / an
Incidents de paiement sur chèque		60	51	16	-68,6%	-
	cumulé	359	0	242	-	-32,6%
Retraits de cartes bancaires		0	4	0	-	-
	cumulé	0	0	12	-	-

Interdits bancaires

Contraction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires à l'année

en nombre	juin-15	mai-16	juin-16	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	309	271	267	-1,5%	-13,6%
- dont personnes physiques	293	255	252	-1,2%	-14,0%
- dont personnes morales	16	16	15	-6,3%	-6,3%

Cotation

en nombre	juin-15	mai-16	juin-16	▲ / mois	▲ / an
Cotes valides	49	49	49	0,0%	0,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	18	12	12	0,0%	-33,3%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	N-1	N	▲ / an
<u>Indicateurs économiques</u>				
indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	2T	116,41	114,66	-1,5%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb, stock)	juin	16	15	-6,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	juin	376	384	2,1%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	juin	27	41	51,9%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin	43	47	9,3%
Ménages				
emploi salarié (nb, stock)	décembre	2 051	2 046	-0,2%
dont secteur privé	décembre	800	805	0,6%
dont secteur public	décembre	1 251	1 241	-0,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	juin	533	533	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb, stock)	juin	293	252	-14,0%
décision retrait cartes bancaires (nb)	juin	0	12	-
incidents paiements sur chèques (nb)	juin	359	242	-32,6%
importations de produits alimentaires (M XPF)	juin	720	677	-6,0%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	juin	430	459	6,7%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	juin	152	192	26,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juin	39	54	38,5%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	juin	2 600	2 643	1,7%
exportations	juin	-	-	-
recettes douanières	juin	776	872	12,4%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	juin	547	626	14,4%
dont taxes intérieures de consommation	juin	221	239	8,1%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	juin	3 747	4 455	18,9%
M1	juin	5 807	6 535	12,5%
M2	juin	6 215	7 039	13,3%
Dépôts à terme	juin	1 010	762	-24,6%
M3	juin	7 224	7 801	8,0%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	mars	2 835	3 159	11,4%
dont crédits à la consommation	mars	1 271	1 442	13,5%
dont crédits à l'habitat	mars	1 102	1 261	14,4%
Entreprises	mars	169	181	7,2%
dont crédits d'exploitation	mars	821	830	1,0%
dont crédits d'investissement	mars	32	93	190,6%
Collectivités locales	mars	637	602	-5,5%
Autres agents et CCB non ventilés	mars	287	503	75,1%
créances douteuses brutes	mars	10	9	-11,3%
taux de créances douteuses	mars	445	375	-15,7%
		15,7%	11,9%	-3,8 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	mars	2 891	2 966	2,6%
dont assurances-vie	mars	1 121	1 186	5,8%
Sociétés	mars	1 868	1 913	2,4%
Autres agents	mars	2 092	2 127	1,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques locales

Égalité outre-mer : avis favorable du CESC et de l'Assemblée du Pays sur le projet de loi

Le Conseil économique, social et culturel (CESC) et l'Assemblée de Polynésie française ont rendu un avis favorable sur le projet de loi de programmation sur l'égalité outre-mer, qui a pour objectif de réduire les écarts de développement économique entre la France métropolitaine et l'outre-mer à l'horizon des 20 prochaines années. Inspiré des recommandations du rapport Lurel, ce texte propose notamment des mesures relatives à la santé, aux télécommunications et aux transports. Il devrait être examiné par l'Assemblée Nationale en septembre 2016.

Plan de relance : le gouvernement instaure deux nouvelles aides à l'investissement

Lors du Conseil des ministres du 13 juillet 2016 et dans le cadre de son plan de relance et de dynamisation de l'économie locale, le gouvernement a annoncé la création de deux nouveaux dispositifs d'aide. Tout d'abord, une aide à l'équipement, plafonnée à 3 millions de F CFP, sera accordée aux petites entreprises pour soutenir la création d'activités innovantes dans des secteurs particuliers (artisanat, transformation, apiculture, services...) ou le renouvellement des équipements de travail. Ensuite, une aide dédiée à la rénovation, d'un montant maximal de 5 millions de F CFP, sera proposée aux commerces de proximité et aux restaurants.

Tourisme : difficultés pour réunir les 270 milliards de F CFP nécessaires au projet de Tahiti Mahana Beach

Le financement du projet touristique Tahiti Mahana Beach, qui doit être implanté sur la côte ouest de Tahiti, semble aujourd'hui menacé. En effet, le Pays a dû déplorer la défaillance du consortium chinois (Recas Global Ltd., China Railway International, R&F Properties), avec qui il devait signer le contrat de financement au 30 juin 2016 pour le projet de Tahiti Mahana Beach.

En outre, les investisseurs locaux qui s'étaient montrés intéressés (groupe Moux, groupe SCI Moana Nui, Imagine Promotion, Marina Services Taina), n'ont pas encore concrétisé le pacte d'actionnaires, dont la conclusion était attendue en avril 2016.

Transports collectifs : examen d'un schéma directeur 2016-2035 par le CESC

Le Conseil économique, social et culturel (CESC) a examiné les propositions du schéma directeur 2016-2035 des transports collectifs et déplacements durables de l'île de Tahiti, élaboré par le gouvernement. Soulignant la congestion des réseaux, l'absence d'aménagements ainsi que l'insuffisance des moyens financiers conduisant à une offre de transports publics géographiquement inégale, le schéma directeur propose quatre axes d'amélioration : le développement et la structuration de l'offre, l'aménagement urbain, l'adaptation aux besoins des usagers (par la mise en place d'une tarification incitative et d'investissements dans des véhicules adaptés) ainsi qu'un soutien public et financier pérenne. Le CESC a rendu un avis favorable, émettant cependant des réserves sur l'applicabilité à court terme de certaines mesures, insuffisamment détaillées.

Établissements de crédit : la Banque de Tahiti lance ses propres terminaux de paiement électronique

La Banque de Tahiti a lancé le 1^{er} juillet son réseau de terminaux de paiement électronique (TPE). Ainsi, elle entreprend une nouvelle activité, la location de TPE, et offre de nouvelles fonctionnalités de paiement telles que le paiement sans contact, le paiement en trois fois ou encore la vente à distance.

Patente : remise en cause de la légalité des centimes additionnels versés par les patentés à la CCISM

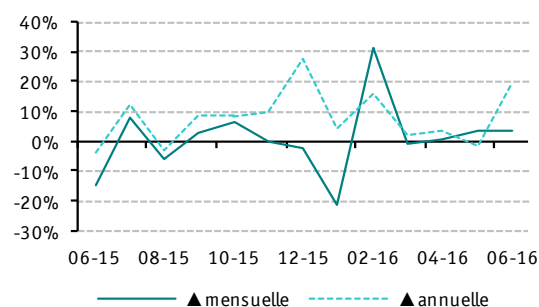
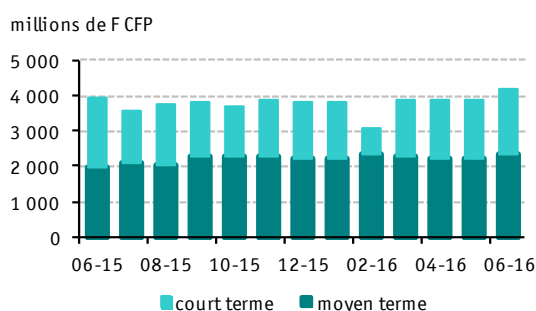
Dans un procès opposant la Polynésie française à une entreprise locale privée, la Cour administrative d'appel de Paris a jugé, dans un arrêt du 8 juillet 2016, que la Commission permanente de l'Assemblée de Polynésie française qui avait instauré en 1983 le versement des centimes additionnels à la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM) n'était pas compétente. En conséquence, le fondement légal de ce système de taxe, qui fournit à la CCISM plus de la moitié de son budget annuel, est remis en cause.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse du portefeuille à moyen terme

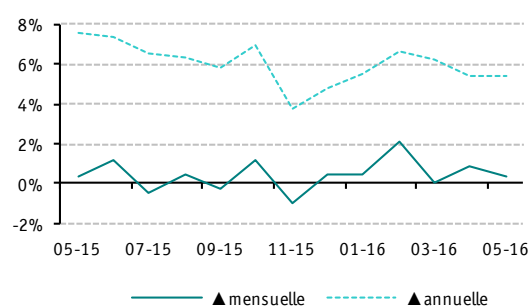
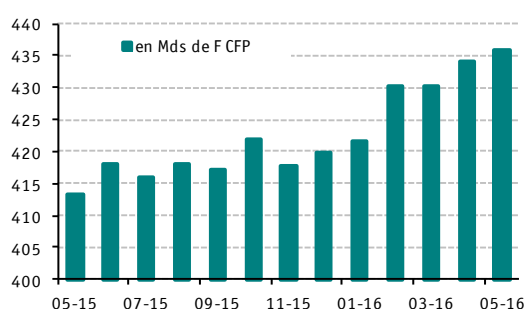
en millions de F CFP	mai-15	mai-16	juin-16	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 956	1 834	1 856	1,2%	-5,1%
Utilisations à moyen terme	2 145	2 198	2 322	5,6%	8,2%
Refinancement total	4 101	4 032	4 177	3,6%	1,9%



Masse monétaire

Sur le mois, repli conséquent des dépôts à terme

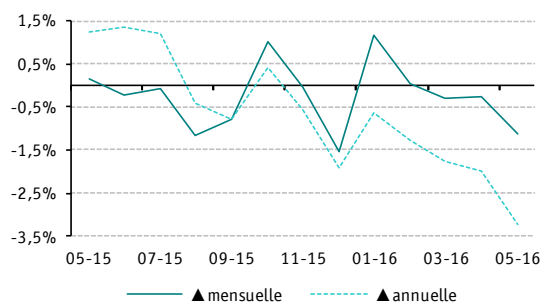
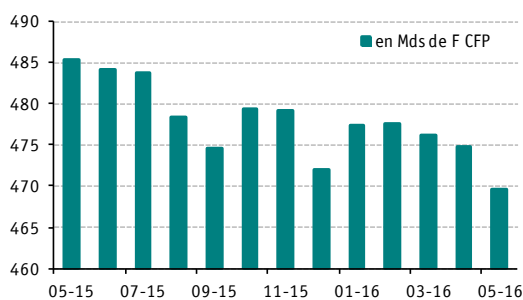
en millions de F CFP	mai-15	avr-16	mai-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 532	14 370	14 530	1,1%	7,4%
Dépôts à vue	166 056	175 637	183 833	4,7%	10,7%
Comptes sur livrets	99 553	103 441	103 219	-0,2%	3,7%
Comptes d'épargne logement	397	403	409	1,6%	3,1%
Dépôts à terme	132 458	139 191	132 833	-4,6%	0,3%
Autres	1 387	1 023	1 007	-1,6%	-27,4%
Total M3	413 383	434 065	435 832	0,4%	5,4%



Concours des banques locales à l'économie

Diminution des crédits accordés par les banques locales

en millions de F CFP	mai-15	avr-16	mai-16	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	108 000	104 668	98 973	-5,4%	-8,4%
Crédits d'équipement	76 450	76 434	76 288	-0,2%	-0,2%
Crédits à l'habitat	169 361	173 824	173 561	-0,2%	2,5%
Autres crédits	67 533	62 336	63 176	1,3%	-6,5%
Créances douteuses brutes	38 689	57 568	57 543	0,0%	48,7%
Total Concours de Caractère Bancaire	460 033	474 831	469 542	-1,1%	2,1%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	juin-16	108,0	107,2	107,4	0,2%	-0,5%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	mai-16	115,2	116,0	116,5	0,4%	1,1%
Commerce extérieur						
Exportations civiles (en M F CFP)	mai-16	742	842	697	-17,3%	-6,2%
Importations civiles (en M F CFP)	mai-16	12 406	12 574	12 267	-2,4%	-1,1%

(source : ISPF)

Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mai-16	1 978	2 263	2 263	0,0%	14,4%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mai-16	64	190	169	-10,6%	164,8%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	mai-16	88	108	63	-41,7%	-28,4%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin-16	459	478	478	0,0%	4,1%

(sources : ISPF, IEOM)

Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mai-16	1 922	2 181	2 298	5,4%	19,5%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mai-16	2 985	3 279	2 890	-11,8%	-3,2%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	mai-16	212	268	170	-36,6%	-19,8%
Personnes physiques en interdiction bancaire	juin-16	2 727	3 011	2 995	-0,5%	9,8%

(sources : ISPF, IEOM)

Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mai-16	244	331	309	-6,7%	26,6%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mai-16	130	121	120	-0,5%	-7,1%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	mai-16	359	35	22	-37,2%	-94,0%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mai-16	169	142	199	40,4%	18,1%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	mai-16	22	16	14	-13,6%	-38,7%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	mai-16	52	89	56	-37,3%	7,5%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mai-16	111	64	53	-17,8%	-52,3%
Tourisme						
Nombre de visiteurs	avr-16	13 956	15 168	17 042	12,4%	22,1%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	juin-16	67,3%	73,2%	71,2%	+2 pts	+3,9 pts

(sources : ISPF, CPH)

Indicateurs financiers						
Dépôts						
Ménages						
Dépôts à vue	juin-16	64 303	68 644	70 627	2,9%	9,8%
Comptes sur livret	juin-16	92 384	95 837	96 073	0,2%	4,0%
Dépôts à terme	juin-16	70 733	71 595	71 229	-0,5%	0,7%
Entreprises						
Dépôts à vue	juin-16	85 923	90 884	93 082	2,4%	8,3%
Dépôts à terme	juin-16	51 926	48 880	49 134	0,5%	-5,4%
Encours bancaires						
Ménages						
Crédits de trésorerie	juin-16	67 032	64 031	63 985	-0,1%	-4,5%
Crédits à l'habitat	juin-16	152 359	156 357	156 661	0,2%	2,8%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	juin-16	34 313	29 035	27 209	-6,3%	-20,7%
Crédits d'équipement	juin-16	67 354	65 860	64 746	-1,7%	-3,9%

(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE									
				taux		date d'effet			
Taux de la facilité de dépôt				-0,40%		16/03/2016			
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement				0,00%		16/03/2016			
Taux de la facilité de prêt marginal				0,25%		16/03/2016			
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER									
				date d'effet		taux		taux de sortie maximum applicable	
Taux de la facilité de dépôt				21/06/2016		-0,20%		aux crédits pour accès au réescompte	
Taux de réescompte des crédits aux entreprises				21/06/2016		0,00%		2,75%	
Taux de la facilité de prêt marginal				21/06/2016		0,25%			
Taux de l'escompte de chèques				21/06/2016		0,25%			
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE									
taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire			taux		date d'effet
	30/06/2016	31/05/2016	Var. M-1	banques métropolitaines			6,60%	15/10/2001	
EONIA	-0,2930%	-0,3240%	+ 0,031 pt	banques locales					
EURIBOR 1 mois	-0,3640%	-0,3490%	- 0,015 pt	taux d'intérêt légal deuxième sem. 2016			taux	JORF	
EURIBOR 3 mois	-0,2860%	-0,2610%	- 0,025 pt	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)			4,35%	26/06/2016	
EURIBOR 6 mois	-0,1790%	-0,1530%	- 0,026 pt	autres cas			0,93%		
EURIBOR 12 mois	-0,0510%	-0,0150%	- 0,036 pt	Définitions					
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				EONIA: Euro OverNight Index Average					
	juin-16	mai-16	Var. M-1	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate					
TMO	0,6500%	0,7500%	- 0,100 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques					
TME	0,4500%	0,5500%	- 0,100 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme					
taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/06/2016	31/05/2016	29/04/2016	30/06/2016	31/05/2016	29/04/2016	30/06/2016	31/05/2016	29/04/2016
taux JJ	nd	0,387%	0,500%	nd	nd	nd	nd	0,479%	0,470%
3 mois	nd	0,686%	0,810%	nd	0,022%	nd	nd	0,588%	0,675%
10 ans emprunts phares	1,481%	1,872%	1,853%	0,026%	0,110%	-0,074%	95,800%	1,471%	1,616%
TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er avril 2016)									
Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure		
Prêts immobiliers				Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament			7,05%		
Prêts à taux fixe		3,92%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable			2,77%		
Prêts à taux variable		3,36%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe			3,16%		
Prêts-relais		4,03%		Découverts en compte			13,37%		
Autres prêts				Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans			2,72%		
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF		19,92%		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure		
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF		12,91%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe					
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF		7,40%		Découverts en compte			13,37%		
(1) y compris commission du plus fort découvert									
TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois		1 USD/XPF	107,4867	1 NZD/XPF	76,4163	1 HKD/XPF	13,8540	1 GBP/XPF	144,3820
100 JPY/XPF	104,6311	1 AUD/XPF	79,9328	1 SGD/XPF	79,7832	100 VUV/XPF	98,0527	1 FJD/XPF	51,8721